



Troisième Compétition Interne du FEMISE – 2017

Note sur les Thèmes de Recherches Proposés

Date Limite : 26 Juin 2017 (repoussée au 28 Juin)

Thème générale: Le rôle de l'UE dans la facilitation de la modernisation, de la transition et de l'ouverture internationale des pays méditerranéens.

1. Contexte

Les relations avec l'UE ont été structurées, d'abord par les Accords de Coopération qui accordaient une exonération totale des droits de douanes sur les produits industriels en provenance des pays partenaires, puis par les Accords d'Association, lancés dans le cadre du Partenariat de Barcelone, qui a amené les pays partenaires à réduire fortement, voire à supprimer, les droits de douanes des importations européennes dans l'industrie. Dans le même temps, l'ensemble des pays partenaires se sont considérablement ouverts vis à vis de l'ensemble des pays, soit dans le cadre d'accords commerciaux, soit dans le cadre de la baisse généralisée des tarifs MNF encouragée par l'OMC. Au début des années 2000, le partenariat de Barcelone a été remplacé par la Politique Européenne de Voisinage (PEV), devenue la Nouvelle Politique Européenne de Voisinage (et révisée en 2015). C'est donc dorénavant dans ce cadre que s'inscrivent les relations entre l'UE et les pays partenaires.

La Nouvelle Politique Européenne de Voisinage repose sur une conditionnalité plus forte pour l'aide financière, un plus grand accès au marché commun et une contractualisation plus importante des relations. Elle privilégie largement une approche bilatérale et à laisser à l'arrière plan la dimension multilatérale. L'UE propose également un **Accord de Libre-Echange Complet et Approfondi (ALECA)** qui concernera l'agriculture, les services et les mesures non-tarifaires. Les négociations pour l'ALECA sont ouvertes avec le Maroc et la Tunisie. Avec le Statut Avancé (2008), le Maroc a déjà mis en place un certain nombre d'harmonisation de ces mesures non tarifaires sur l'acquis communautaire.

Les orientations de recherche indiquées dans cette compétition interne sont en partie liées aux axes prioritaires de cette Nouvelle Politique Européenne de Voisinage et **Le rôle de l'UE dans la facilitation de la modernisation, de la transition et de l'ouverture internationale des pays méditerranéens.**

2. Les questions de recherche proposées

Les propositions qui seront financées dans le cadre de cette compétition interne répondront à des questions qui n'ont pas été traitées par les propositions retenues dans les deux précédents appels d'offre. Il est donc utile, de rappeler pour mémoire les sujets des propositions financées dans l'encadré qui suit.

**Propositions ayant obtenu un financement dans le cadre de la
Première compétition interne**

FEM41-01, **Inequality, Intergenerational Mobility of Women Educational Attainment and Inclusive Policies in the Arab Countries**, IEAPS, Al Akhawayn University, Morocco in collaboration with The Bucharest Academy of Economic Studies, Romania.

FEM41-04, **Winners and Losers in the Tourism Industry along the transition process: Evidence from South and North MED countries**, October University for Modern Sciences and Arts (MSA), Egypt in collaboration with the Institute of International Economics (IEI-UV), University of Valencia, Spain

FEM41-07, **FDI in MENA: Impact of political and trade libéralisation process**, University of Granada, Spain in collaboration with Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis (Université de Tunis).

FEM41-08, **Corporate performance in the South Mediterranean region: Explaining the role of Business constraints, institutions and culture**, Institute of International Economics, University Jaume I, Spain in collaboration with the American University Cairo.

FEM41-09, **Spatial proximity and firm performances: how can location-based economies and policies help the transition process in the Mediterranean region? Empirical evidence from Turkey, Tunisia and Italy**. CELPE (Department of Economics and Statistics- University of Salerno, Salerno), Italy in collaboration with the Middle East Technical University (METU), Faculty of Economics & Administrative Sciences, Department of Economics, Ankara, Turkey and Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis (Université de Tunis).

FEM41-12, **The determinants of export performance of firms in MENA countries. Comparison to CEE countries and Turkey**, University of Warsaw, Faculty of Economic Sciences, Poland in collaboration with the Hebrew University, Leonard Davis Institute of International Relations, Israel.

FEM41-13, **The role of vicinity linkages in the EU-Med region for trade growth : Focus on Migration, level of education, and social intégration**, Institute of International Economics (IEI-UV), University of Valencia, Spain in collaboration with the American University of Cairo, Egypt.

**Propositions ayant obtenu un financement dans le cadre de la
Seconde compétition interne**

FEM42-02, **Potential Accession to the Revised WTO Government Procurement Agreement: The Cases of Egypt and Turkey**, Centre for International Economics at Bilkent University in Ankara (Turkey), along with Sussex University (UK), Cairo University (Egypt) and TOBB University (Turkey).

FEM42-03, **Emigrants selection and the modernization potential of transition economies: A comparative study of the MENA region over the period 2006-2013**, IRES, UCLouvain (Belgium), with Middle East Technical University, Ankara (Turkey).

FEM42-05, **Labor Market Program and informal Economy in Algeria**, CREAD (Algeria), with ERUDITE, University Paris Est Creteil (France).

FEM42-06, **Twin Deficits and the Sustainability of Macroeconomic Policies in Selected European and Mediterranean Partner Countries: Post Financial and Debt Crises**, Institute of Financial Economics (Lebanon), with Kedge Business School (France).

FEM42-07, **La complexification des systèmes productifs comme vecteur de transition économique dans les MENA et le rôle des politiques de court terme**. LEAD (Université de Toulon) (France), with Faculte des sciences economiques et de gestion de Sousse (Tunisia).

FEM42-08, **Vulnérabilités du pilotage macroéconomique et méta-évaluation des programmes de réformes du FMI en période de transition politique : cas spécifique de la Tunisie et expériences comparées de l’Egypte, la Jordanie et le Maroc**. Université de Tunis El Manar (Tunisia), with LEAD, Université de Toulon-Var (France).

FEM42-10, **Inequality and inclusive growth in the South Mediterranean region: Are education and innovation activities favoring firm performance and citizens’ wellbeing?** Institute of International Economics (Spain), with American University in Cairo (Egypt).

FEM42-13, **External and Internal imbalances in South Mediterranean countries: Challenges and Costs**, October University (Egypt), European Institute, LSE (UK).

FEM42-15, **Assessing the Macroeconomic and Welfare Effects of Universal Health Coverage (UHC): A Dynamic Microsimulation-based Computable General Equilibrium (CGE) Applied to Algeria and Palestine**, GREQAM-AMSE Aix- Marseille University (France), with Research Center of Economic Applied for Development (CREAD) (Algeria) and Birzeit University (Palestine).

D’une façon générale, nous souhaiterions pouvoir suivre, dans le temps, une réelle évolution dans les thèmes et le contenu des travaux qui seront réalisés, au sens où les nouvelles études viendront, soit répondre à de nouvelles questions, soit approfondir, compléter, enrichir des questions déjà traitées. Dans ce dernier cas, nous insisterons sur la nécessité de positionner les propositions de recherche par rapport aux travaux Femise déjà réalisés. **Les propositions sélectionnées** seront ceux qui vont démontrer une valeur ajoutée réelle (générer de nouvelles connaissances), utilisant une méthodologie rigoureuse et saine, et ayant le potentiel d’offrir des recommandations politiques opérationnelles.

Pour cette troisième compétition interne, nous avons organisé les questions de recherche proposées en 7 principaux sous-thèmes. A noter que lorsqu’un même sous-thème englobe plusieurs questions, toutes ne sont évidemment pas à traiter dans la même proposition de recherche. De plus, ces sous-thèmes et les questions qui leur sont associées sont données à titre indicatif pour préciser les problématiques qui nous paraissent prioritaires. Les chercheurs sont libres de proposer des questions complémentaires à celles proposées.

Ces 7 sous-thèmes sont les suivants :

1. La migration et la mobilité des personnes

Quels sont les enjeux d'une politique Euro-méditerranéenne de la migration ? Comment évaluer les effets négatifs des obstacles à la mobilité des personnes des pays partenaires ? Que peut faire l'UE en termes politiques pour assurer une gestion efficace des migrations ?

2. La crise des réfugiés

Comment peut-on mesurer les conséquences économiques et sociales de l'afflux des réfugiés syriens sur les pays limitrophes (en particulier, Liban et Jordanie) afin d'évaluer leurs besoins en matière d'aide et de soutien international ? Comment la mobilisation de la communauté internationale, et notamment de l'Europe, peut-elle contribuer à limiter le risque d'une instabilité croissante de la région du fait de l'ampleur du flux des réfugiés ? Les actions conduites par les communauté internationale durant la crise répondent prioritairement à une préoccupation humanitaire : Compte tenu de l'ampleur des besoins de la Syrie, ces actions ne devraient-elles pas, dans le même temps, viser un objectif de développement ? Existe-t-il des plans pour la reconstruction de la Syrie, en particulier en ce qui concerne le rôle potentiel du rapatriement des réfugiés syriens et le redéploiement des personnes déplacées pour promouvoir la reconstruction du capital humain pour une croissance post-conflits et donc pour la consolidation de la paix ? Et, compte tenu de la destruction à grande échelle du capital physique en Syrie, qui par de nombreux récits reflète la Seconde Guerre mondiale en Allemagne, quelles leçons pourraient être tirées de la reconstruction allemande ? Celle-ci pourrait-elle être pertinente pour un programme potentiel de reconstruction de la Syrie ?

3. L'évaluation des Accords d'Association

Après avoir conduit plusieurs études, notamment dans le cadre de Femise, sur les effets attendus sur la baisse des droits de douane des pays méditerranéens, il est possible maintenant d'en mesurer les impacts ex-post. Quels ont été les effets des Accords d'Association sur les "outputs" des pays partenaires (ces outputs pouvant être mesurés par la croissance, l'emploi, la convergence, la compétitivité des entreprises, etc.) ? Est-on en mesure d'identifier quels ont été les gagnants et les perdants de cette politique d'ouverture (en termes de secteurs, de populations, de régions, etc.) ?

4. Le rôle du Partenariat Euro-Med sur le processus de transition : En quoi la politique de voisinage (et sa version révisée) peut-elle contribuer à aider les pays méditerranéens durant la période de transition économique, politique et sociale ? Faut-il à court terme que les pays méditerranéens poursuivent le processus d'ouverture à travers l'Accord de Libre Echange Complet et Approfondi (ALECA) ou en s'appuyant sur une alternative de l'ALECA ?

Compte tenu de la nature de l'ALECA (il couvre, comme on l'a dit, à la fois les services, l'agriculture et les mesures non tarifaires et, chaque pays partenaire choisira le rythme et la séquentialité de son application), les effets à attendre pourront être compliqués à analyser. Aussi seront privilégiées les études sectorielles relativement ciblées, portant soit sur l'ouverture réciproque des marchés agricoles, soit sur l'ouverture réciproque des services, soit sur l'harmonisation des mesures non tarifaires sur l'acquis communautaire, et focalisées sur un seul pays.

5. Les règles d'origine et de cumul et la facilitation des échanges

Depuis la mise en place du Protocole Paneuromed, où en est-on sur les questions des règles d'origine et de cumul ? Les avancées réalisées ont-elles contribué à accroître les échanges entre les pays partenaires ? Que reste-t-il encore à faire ?

Plus largement, où en est-on en matière de facilitations des échanges (procédures douanières, couverture des risques pour les entreprises, etc. ? Notons à ce propos que la couverture contre le risque de change devient une question plus importante encore dans le contexte du passage à un régime de change flexible pour certains pays méditerranéens.

6. L'innovation et les transferts technologiques

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils encourager les innovations ou les transferts technologiques dans les tissus productifs de leur économie ? Comment l'UE pourrait-elle y contribuer ? Comment l'UE pourrait inciter au développement d'investissements directs plus favorables à une croissance inclusive des pays méditerranéens (comme par exemple le modèle "social business" pour les IDE, à l'image de l'initiative de Grameen Danone Foods) ? Comment les pays de South Med peuvent-ils renforcer leurs capacités d'innovation ?

7. Les énergies renouvelables, développement durable, changement climatique et problèmes d'eau

Où en est-on dans le domaine des énergies renouvelables dans les pays méditerranéens ? Quel a été le rôle de l'UE ? Quelles sont les évaluations des programmes mis en place et les pays Sud-Med appliquent-ils les principes des Accords Internationaux sur le Changement Climatique et le développement durable ? Quels seraient les gains d'une politique méditerranéenne de l'énergie ? Quel impact pourrait-il avoir sur le problème de l'eau dans la région ? Que pourra être le rôle de l'EU dans ce sens, y compris en encourageant les pays Sud-Med à renforcer leur coopération pour mieux gérer et exploiter les aquifères aquatiques, les rivières et autres sources d'eau qui dépassent les frontières nationales ?